L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEISSE & Co. Rue de Chartres No 75, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 12 SEPTEMBRE 1861.

G. P. WEISSE, P. LISSET. G. DUFOUR, S. HARRY. { Editeurs-Propriétaires.

Nouvelle-Orléans,
JEUDI MATIN, 12 SEPTEMBRE.

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Vente à l'encan de ce jour.

Par H. Samory, 45 Vieille Levée—Chaussat, chemises, une bandisse ebène, &c.

Par N. Vignié, en sous de la rue Conti et du Passage de la Bourse—Meubles.

Par G. F. Wetzell, sur le Chemin de la Métairie, en face du City Park—Une vacherie.

Par Place & Spear, à midi, dans le Passage de la Bourse — No 32, entre les rues Dauphine et Canal—Meubles, coffre-fort, etc.

Le Kentucky.

Dans le Missouri, il n'y a que les abolitionistes et la Nouvelle-Angleterre établie à St Louis et à l'Allemands de l'Etat qui aient pris part à M. Lincoln. Le reste de la population, sous l'empire de l'indignation causée par les outrages des Républicains, s'est levé en masse et combat pour l'Indépendance. Il y a accord entre la masse des citoyens et les autorités régulièrement constituées de l'Etat. Le gouverneur Jackson agit en vertu des pouvoirs presque dictatoriaux qui lui ont été conférés par la Législature avant-son ajournement, et qui ne met en doute qu'après la déclaration complète de l'Etat, le scrutin général ne ratifie par une immense majorité la déclaration d'indépendance prononcée par le gouverneur sous l'empire de circonstances impérieuses.

Le Kentucky est dans de même dans le Kentucky l'unanimité d'opinion entre le gouverneur et la législature, et au sein du peuple lui-même, il fait présager les complications les plus fâcheuses.

Le sentiment public est divisé en trois partis parfaitement très distincts. Il y a les antiesclavagistes qui sont disposés à se soumettre à l'administration fédérale et même à la contribuer, si besoin était, à la guerre contre les Etats du Sud. Ce sont les vrais unionistes partisans de l'ancienne Constitution, qui forment un parti nombreux et puissant et qui s'obstinent à maintenir la neutralité envers et contre tous. Ce parti est certainement très attaché aux institutions du Sud et sera fortement opposé à la politique abolitioniste de M. Lincoln. La prolongation de Fremont a causé une vive irritation chez ces conservateurs patriotes et les arrogantes prétentions de Lincoln commencent à les faire pencher en faveur de la Sécession.

Le troisième parti comprend les partisans de la séparation, les vrais patriotes kentuckiens qui veulent que leur Etat fasse cause commune avec les Etats Confédérés et qui, sous le nom de parti du droit des Etats, tiennent dans toutes les parties du Kentucky des meetings publics et viennent de nommer des délégués à une convention générale assemblée depuis quelques jours à Frankfort.

Tels sont la position respective des trois partis qui se partagent l'Etat. Voici, maintenant, comment ces autorités. Le gouverneur, comme on a pu le voir par les extraits de son message que nous avons publiés, est en faveur du droit des Etats, opposé à Lincoln et favorable à la sécession. Mais n'ayant pas la majorité dans la législature, il a prudemment conformé sa position à la politique de neutralité dans l'espérance que les événements forceraient le parti unioniste à se réunir au nôtre. Les républicains, de leur côté, ont évité de heurter de front les unionistes partisans de la neutralité pour gagner quelques-uns d'entre eux à leur cause, mais malheureusement, la portion de la législature qui représente les neutres n'a pas suivi le mouvement de l'opinion publique et l'on craint qu'elle ne cède par faiblesse à la pression des fédéraux.

Les membres unionistes du Congrès qui ont voté les subsides demandés par M. Lincoln, semblent tous les moyens que pour suggérer l'esprit d'opposition pour faire endosser par la Législature cette ligne basse servilité dont ils se sont rendus coupables. Le gouvernement fédéral se les est achetés en les intéressant dans des contrats et en leur promettant des places ; et ceux-ci se sentant perdus dans l'opinion publique cherchent à compromettre avec eux la législature. Avec l'aide des Lincolnistes ils réussissent à exprimer dans nos rues ailleurs d'entraîner leur état au moyen suffisant pour constituer une majorité. Cependant ils n'ont pu réussir à vaincre toutes les objections tirées du paiement de la taxe directe et du maintien des camps fédéraux dans l'Etat.

Nous avons appris par le télégraphe que la législature avait voté l'envoi de commissaires à Richmond et à Columbus pour se plaindre de l'invasion de l'Etat par les forces fédérales et pour les forces confédérées. Mais ce vote a été repris en considération, et les commissaires déjà partis ont été rappelés. Ce retrait d'une résolution importante indique une grande oscillation dans les opinions de l'Assemblée. Nous n'en augurons rien de bon, car les réponses qu'eussent obtenues les commissaires étaient prévues. Les confédérés se seraient déclarés prêts à se retirer si les fédéraux évacuaient l'Etat, et ceux ci auraient certainement refusé en se fondant sur l'ordre de Lincoln. L'assemblée, que la démarche de ces commissaires engageait, se serait trouvée forcée d'exiger péremptoirement le respect de sa neutralité et d'adopter des moyens coercitifs. Il est donc probable que les Lincolnistes, voyant le danger, ont mis obstacle leur intervention pour faire rappeler le vote. Ce premier triomphe de la politique sécessionniste fait présumer que la législature va être infléchie à l'administration fédérale.

Il n'en sera pas de même de la majorité du peuple du Kentucky, et comme un conflit entre les forces fédérales et les forces confédérées est inévitable les amis du Sud y prendront certainement part. L'attitude de la législature ne couvrira la minorité à prendre ouvertement parti, et le commencement des hostilités sera le signal d'une guerre civile entre les deux factions ennemies. Si législature passe une loi pour sonner ouvertement l'autorité fédérale, le gouverneur y opposera son véto ; alors toutes les horreurs de la guerre et de l'anarchie accableront ce malheureux Etat. Les unionistes par leur persistance à soutenir une neutralité impossible auront aggravé le mal qu'ils voulaient éviter.

COMMUNICATIONS CONSULAIRES.—Le Courrier de Charleston annonce qu'un paquet scellé envoyé par le consul anglais de cette ville au consul anglais à New York a été arrêté à Louisville par les agents fédéraux et renvoyé à Charleston. Il est probable qu'il en sera de même du sac des dépêches envoyées par le consul français de la Nouvelle-Orléans au consul-général à New York. Il reste à savoir si l'Angleterre et la France supporteront longtemps les insolences de Lincoln envers leurs nationaux et leurs représentans accrédités.

UNE RÉPONSE PRUDENTE.—Le cabinet de Lincoln pressentant l'influence que possède dans le Kentucky l'honorable Preston ex-ministre en Espagne, l'a mandé dernièrement à Washington sous le captieux prétexte de régler des comptes. Preston a répondu qu'il ne désirait nullement aller tenir compagnie à M. Faulkner, l'ancien ministre en France, arrêté déloyale ment, et que si le gouvernement avait des comptes à régler avec lui, il pouvait lui envoyer un agent pour les régler.

MISSOURI.—Le *Baltimore Sun* a été informé par des voyageurs venus du Missouri que Frémont et compagnie avaient perdu toute confiance dans le pseudo-gouverneur Gamble, qu'ils ont fait nommer par un décret de convention. Il paraît que Gamble veut faire son petit Jackson, et qu'il a lancé plusieurs manifestes dans l'un desquels il proteste contre l'occupation du Missouri par les troupes fédérales aussi bien que par les troupes confédérées. Les fédéralistes trouveront peu profond de lui confier des armes pour armer les 40,000 Missouriens qu'il a appelés sous les drapeaux.

APPROBATION DE L'OCCUPATION DE COLUMBUS.—Nous apprenons par une lettre particulière que le président Davis a approuvé l'occupation de Columbus, dans le Kentucky, par le général Polk. Il considère que c'était une mesure stratégique nécessitée par les circonstances.

DÉPART DE L'ARTILLERIE WATSON. — Le steamer Columbus est parti hier soir pour Memphis. Il s'arrêtera à la paroisse Tensas pour y prendre la batterie de Watson qui est campée sur les bords de la rivière Tensas et qui se compose de 1.50 hommes et de 6 pièces de canons.

REGIMENT DE CAVALERIE CHEROKEE.—J. Ashton Ross, principal chef de la nation Cherokee, a écrit une lettre destinée à être transmise au général McCulloch, dans laquelle il déclare qu'à une réunion tenue le 21 août, à laquelle assistaient 4,000 Cherokees, ceux-ci ont décidé à l'unanimité de s'allier avec Etats Confédérés. Un régiment de cavalerie va être levé immédiatement et placé sous le commandement du colonel John Drew, pour être mis à la disposition de McCulloch.

Par le Télégraphe.

DEPECHES TRANSMISES A L'ABEILLE

DEPECHES DE L'APRÈS-MIDI.

Nouvelles d'Europe.

Montréal, 11 septembre.—Le *North American*, avec des dates de Liverpool via Londonderry du 30 août, est arrivé à Québec. Les nouvelles sont insignifiantes ou déjà connues.

Lord Palmerston a été inscrit comme candidat dans cinq ports. Dans un discours il a fait allusion à la bataille de Manassas comme prenant acte de l'impuissance de troupes braves mais indisciplinées contre une armée organisée.

Le London Times termine un article sur les affaires d'Amérique en disant qu'il n'y a plus d'espoir de soumettre le Sud.

La dernière lutte de Russell dit que la question se resserre et se réduit à l'abolition de l'esclavage, et il pense que le président déclarera bientôt libres les esclaves dans toutes les limites des Etats Unis.

Quinze cents balles de coton ont été achetées par une des premières maisons d'Angleterre, à expédier d'Amérique.

Nouvelles du Kentucky.

Louisville, 11 sept—James Chapin, de Vicksburg, est accusé d'être capitaine de Home Guard.

Il y a eu de fortes pluies la nuit dernière.

Sauf le paragraphe relatif à l'activité déployée à l'arsenal, on n'a reçu aucun télégramme de Washington depuis hier à midi.

Leslie Combs, unioniste intégral, a écrit une lettre fortement en faveur de la coercition à la Convention unioniste, actuellement en session à Syracuse, Etat de New York.

Dépêches de nuit.

Forteresse Monroe.

Forteresse Monroe, 11 sept.—Les steamers K. Spaulding et Baltimore sont en route pour le fort Hatteras. Le Jamestown est arrivé du blocus de la Floride, mais il n'apporte aucune nouvelle intéressante.

Escarmouche près de Chain Bridge.

Washington, 11 sept.— Une escarmouche a eu lieu à Chain Bridge, dans laquelle les Fédéraux ont fait deux prisonniers, qui ont refusé de donner leurs noms. Les avant-postes des Confédérés ont fait deux prisonniers près de Hunter's Chappel.

De nombreuses troupes confédérées étaient campées près de Falls Church pendant ces trois derniers jours.

La Convention républicaine à N. Y.

Syracuse, 11 sept.—La Convention Républicaine a été appelée à l'ordre par Simon Draper. Il y a apparence d'union entre les deux partis.

Engagement sur le Mississipi.

Cairo, 11—Les chaloupes canonnières Conestoga et Lexington, parties en reconnaissance sur le Mississipi, ont rencontré une batterie de 16 canons à Lucas Bend, sur le bord du Mississipi, et deux chaloupes canonnières confédérées. Il en fait taire la batterie, et les chaloupes rencontrées se sont retirées devant le feu des canons à Columbus.

Les troupes du Sud à Columbus.

Il n'y a pas moins de quinze mille hommes de troupes confédérées campées à Columbus. Elles ont reçu d'importantes renforts hier.

La législature du Kentucky.

Frankfort, 11.—La Chambre a adopté par un vote de 71 contre 26 une résolution enjoignant au gouverneur de lancer une proclamation ordonnant aux Confédérés d'évacuer le territoire du Kentucky. Elle a en outre refusé de sanctionner le règlement relativement à une résolution proposée ordonnant l'évacuation par les Fédéraux et les Confédérés tous à la fois.

De Lexington.

Washington, 11 sept.—Si l'on doit se fier aux rapports, tout était tranquille sur l'autre rive du Potomac, aujourd'hui à midi.

Le Marshall Kane à Baltimore.

Baltimore, 11 sept.—Le Marshall Kane, démis depuis quelque temps au fort McHenry, a été envoyé au fort Lafayette.

Le commandant du fort Hatteras.

Forteresse Monroe, 11.—Le gén. Mc-pauld a été nommé commandant du fort Hatteras.

Saisies et arrestations.

New York, 11 sept.—Trois chevaux de sang, plusieurs tilburys, etc., appartenant à des gens du Sud ont été saisis aujourd'hui.

John Anderson, du Tennessee, R. I., a été arrêté et envoyé au fort Lafayette.

Le Maryland entre le point de se séparer des Etats-Unis

New York, 11 — Le correspondant du *New York Post* à Washington télégraphie qu'on s'attend à ce que la législature du Maryland se passe une ordonnance de sécession la semaine prochaine.

De Richmond.

Richmond, 11—Il est arrivé aujourd'hui des passagers de tous les camps confédérés. Ils n'apportent aucune nouvelle intéressante.

Il règne une grande activité dans tous les départements. Les rescrutins du gouvernement sont illimitées. Les hôpitaux ont été beaucoup agrandis et rendus plus confortables. La plupart des malades sont soit retournés par des convalescents envoyés par les différents Etats ou les particuliers. En égard aux bons soins des médecins et des infirmiers, la mortalité dans nos troupes est restée très minime.

LES BONS DU TRÉSOR.—Le marshal des Etats Confédérés a été autorisé à recevoir des bons du Trésor en paiement des navires du Nord saisis dans le port et qui ont été vendus dernièrement.

Les banques de Charleston ont résolu d'accepter les bons du Trésor en paiement de dettes et en dépôt.

Communiqué.

Nouvelle Orléans, le 11 septembre 1861.

A MM. les Editeurs de l'*Abeille*.

Messieurs.

Nos communications régulières de toutes sortes avec l'Europe sont décidément interrompues. Je les laisse de m'apprendre que les offres démesurées des mesures qui ont amené ce résultat, ni sur l'impérieuse nécessité qu'il y aurait à y obvier.

Dans ces états de choses, ne serait-il pas possible aux Etats Confédérés, et surtout à la Louisiane et au Texas, de s'ouvrir une nouvelle voie de communication avec l'autre continent, ailleurs que par les Etats-Unis ?

Il me paraît que les relations avec Galveston ne sont pas, jusqu'ici, interrompues ; et, d'ailleurs, rien n'empêche qu'elles ne soient reprises dans entretenues par terre.

Toute la gêne qui gêne dans l'établissement d'une route postale, aussi par terre, entre Galveston et Matamores. De cette dernière ville les correspondances pourraient être portées par la poste mexicaine à Vera-Cruz, d'où elles seraient expédiées tous les mois en Europe par le steamer régulier de la malle anglaise des Antilles.

Si le conseil général du Mexique pourrait donc aussitôt à cet égard ; et ce n'est peut être pas trop présumer que de penser que, si cette résolution était prise par les Etats-Confédérés, la compagnie des Indes occidentales en décidât probablement aussi à faire arriver deux de ses steamers par mois à Vera-Cruz, au lieu d'un seul.

Si cette suggestion vaut quelque chose, elle est tout à votre disposition.

J'ai l'honneur d'être, messieurs, votre dévoué serviteur.

T. THEARD.

ENGAGEMENT SUR LE POTOMAC.—Il y a quelques jours un télégramme de Richmond annonçait qu'une escarmouche avait eu lieu entre les confédérés et les fédéraux et que les premiers après avoir tué ou blessé 300 yankees y avaient emporté de collines offrant des positions stratégiques importantes. Nous trouvons dans une correspondance adressée au *Picayune* les détails qui suivent sur cet engagement.

Le principal point d'attaques a été la colline de Munson, bien que le bât réel fut d'obtenir possession d'une eminence encore plus élevée, à un mille et demi plus au nord dans la direction du chemin de fer de London et Hampshire occupés par les confédérés. C'est cette colline qui domine complètement les travaux de l'ennemi sur les hauteurs d'Arlington que nous avons saisie il y a quelques jours et que nous fortifions avec soin.

Les colonels Evans des fédéraux consistaient en 8000 hommes environ qui ont été repoussés sur tous les points avec perte. Les forces engagées de notre côté étaient de 6000 hommes et se composaient de Virginiens et de Caroliniens, les premiers formant le brigade de Jackson et général Longstreet et les derniers celle du général Bonham. Non seulement l'ennemi a été complètement repoussé, non seulement son force a été mise en déroute, mais encore ses cadavres sont restés en possession des vainqueurs. Les morts sont restés en possession des vainqueurs, ainsi que nous l'apprenons par des dépêches reçues par le télégraphe. Ils ont été enterrés avec dans à ce grand acte pacificateur et patriotique à la fois.

M. Lincoln a menacé de déclarer la guerre à toute puissance qui oserait reconnaître le Sud. Mais ce serait faire injure à la France et à l'Angleterre, ce serait douter également de ces deux nations que le reste de l'Europe a de sa dignité, que de supposer que ces bravades puissent exercer une influence sur les déterminations des cabinets.

Le président de Washington est-il assez fou pour vouloir déclarer la guerre à l'Europe ? Il ne l'est pas seulement assez fort pour mettre d'accord MM. Seward et Chase, et dominer les coteries qui le tiraillent en tous sens !

Il faut qu'il connaisse bien peu l'Europe, s'il ignore que, quinze jours après la déclaration de guerre, la France et l'Angleterre l'auraient entraîné sous les décombres de la Maison Blanche, et, si elles le voulaient, ne lui laisseraient pas pierre debout dans la capitale fédérale. Il devrait savoir aussi qu'il ne serait pas plus difficile d'en faire autant de Boston, Philadelphie et New York.

M. Lincoln ne laissera pas aller les choses jusque-là ; il est aux prises avec trop de difficultés impraticables pour ne pas saisir avec empressement tout prétexte qui le tirerait honorablement de la position dans laquelle il s'est engagé. Que veulez vous qu'il fasse, en effet, dans l'hypothèse la plus inadmissible ? Qu'il pousse vigoureusement la guerre lorsque le Congrès en aura prononcé ? Eh bien ! après ? Qu'il paies aliments ses troupes ; qu'il gagne une, deux, vingt batailles ? Nous le voulons ; après ? Qu'il batte en rade les villes du Sud ; qu'il fasse des Etats Confédérés un vaste désert ; qu'il soulève les esclaves on les emmène, et qu'il proclame l'abolition de l'esclavage ? Soit, encore une fois. Mais est-ce que le Nord pourra travailler lui même les terres qu'il aura conquises sur le Sud ? Est-ce qu'il songe à réduire l'habitant blanc du Sud à travailler côte à côte avec le nègre cultivant pour le Nord ? Est-ce que la position de l'esclave sera améliorée par les triomphes du Nord ? Est-ce que le noir redoute quelque chose de plus au monde que de tomber au pouvoir d'un Yankee ? Est-ce que les désastres et les souffrances du Sud, avec leurs conséquences, arracheront beaucoup de sympathies européennes aux Etats du Nord ? Est-ce que, de tout cela, le Nord retirerait quelques bénéfices ? Aurait il un sou de plus dans ses coffres ? Les douanes de New York et de Boston verseraient un million de dollar pour combler leur déficit ? Les filatures du Nord recevraient elles le coton à meilleur marché ? les navires plus de fret et à des conditions plus favorables ? le consommateur du Nord paierait il moins de commissions sur les ventes du coton, du tabac, etc. ? Non, loin de là ; et, ce n'est pas trop dire, le Nord, dans sa victoire même, trouverait sa ruine et soudoierait au niveau des petites républiques espagnoles. Ce notlueux que soit le sacrifice, l'orgueil du Nord s'accoutumerait en peu de jours mieux de voir rétonnaître la Confédération du Sud.

La question de l'esclavage n'a pas empêché la Brésil d'être reconnu ; celle de Mexique l'a été Saint Domingue même a été reconnu : on ne sera pas là un obstacle.

L'Europe verra qu'il s'agit d'un peuple de huit millions d'âmes, policé et jouant un rôle immense ; d'un peuple qui a un gouvernement régulier, fondé sur le suffrage universel, les lois les plus sages et la politique la plus modérée ; d'un peuple enfin, il faut le dire, aussi à tous, et qui ne peut, ne saurait être, dans un moment, faire ombrage à aucune puissance. Elle ne pourra lui refuser d'entrer dans le concert des nations. C'est tout au plus une question de temps. Combien ? Il pas définissable que la France ne se laisse pas prévenir par d'autres, par l'Angleterre surtout !

La politique d'une grande nation doit voir plus loin que le jour présent. Les Etats du Sud pèsent déjà beaucoup dans la balance du monde, à cause de *King Cotton* et de bien d'autres choses. Mais plus nous irons, et plus leur importance grandira ; car, décormais, les questions d'industrie et de commerce vont dominer tous les autres. Il n'y a, maintenant, d'autre politique large et féconde que celle des intérêts commerciaux à défendre ou à développer. C'est donc en Amérique et dans les Etats du Sud principalement, que sera le champ de bataille de l'avenir, parce que là se trouvent les principales matières premières nécessaires à l'industrie ; parce que là se trouvent, de plus en plus, le seul grand marché ouvert à la consommation des produits de l'Europe. Les débouchés sauraient bientôt sur le Continent : tous les pays deviennent manufacturiers ; il n'y aura plus d'acheteurs assez riches pour les ouvrages de soie ou de laine, etc. ! Non, loin de là ; et, on n'est pas trop dire, le Nord, dans sa victoire même, trouverait sa ruine et soudoierait au niveau des petites républiques espagnoles. Si odieux que soit le sacrifice, l'orgueil du Nord s'accoutumerait en peu de jours mieux de voir reconnaître la Confédération du Sud.

La question de l'esclavage n'a pas empêché le Brésil d'être reconnu ; celle de Mexique l'a été Saint Domingue même a été reconnu : on ne sera pas là un obstacle.

L'Europe verra qu'il s'agit d'un peuple de huit millions d'âmes, policé et jouant un rôle immense ; d'un peuple qui a un gouvernement régulier, fondé sur le suffrage universel, les lois les plus sages et la politique la plus modérée ; d'un peuple enfin, il faut le dire, aussi à tous, et qui ne peut, ne saurait, dans un moment, faire ombrage à aucune puissance. Elle ne pourra lui refuser d'entrer dans le concert des nations. C'est tout au plus une question de temps. Combien ? Il pas définissable que la France ne se laisse pas prévenir par d'autres, par l'Angleterre surtout !

La politique d'une grande nation doit voir plus loin que le jour présent. Les Etats du Sud pèsent déjà beaucoup dans la balance du monde, à cause de *King Cotton* et de bien d'autres choses. Mais plus nous irons, et plus leur importance grandira ; car, décormais, les questions d'industrie et de commerce vont dominer tous les autres. Il n'y a, maintenant, d'autre politique large et féconde que celle des intérêts commerciaux à défendre ou à développer. C'est donc en Amérique et dans les Etats du Sud principalement, que sera le champ de bataille de l'avenir, parce que là se trouvent les principales matières premières nécessaires à l'industrie ; parce que là se trouvent, de plus en plus, le seul grand marché ouvert à la consommation des produits de l'Europe. Les débouchés sauraient bientôt sur le Continent : tous les pays deviennent manufacturiers ; il n'y aura plus d'acheteurs assez riches pour les ouvrages de soie ou de laine, etc. ! Non, loin de là ; et, on n'est pas trop dire, le Nord, dans sa victoire même, trouverait sa ruine et soudoierait au niveau des petites républiques espagnoles. Si odieux que soit le sacrifice, l'orgueil du Nord s'accoutumerait en peu de jours mieux de voir reconnaître la Confédération du Sud.

CHRONIQUE LOCALE.

Nécrologie.—José Amoros y Rubio et Juan Montoro, fabricants de cigares, se présenteront, le 2 du courant, au magasin de M. Antonio Costa, marchand commissionnaire, rue de la Douane, et, poussé par le désir d'acheter une certaine variété de tabac de la Havane, M. Costa les connaissait, il avait déjà été en relations d'affaires avec eux.

Juan et son compagnon annoncèrent qu'ils avaient l'intention d'acheter un comptoir, qu'ils avaient des doublons espagnols déposés chez M. M. Fatjo et Brunner, rue de la Vieille Levée, et vinrent laisser s'acquitter le lendemain ou le surlendemain. M. Costa n'hésita point à leur livrer pour cent cents piastres de tabac.

Ayant obtenu l'marchandises qu'ils voulaient avoir, les deux fabricants le remercièrent le même jour, se parta, gèrent la somme et eurent grand soin d'oublier M. Costa.

Au bout d'une semaine d'attente et ne recevant aucune réponse à sa lettre, M. Costa se rendit, mardi soir, chez le bureau de MM. Fatjo et Brunner, et y apprit avec étonnement que les doublons de José et de Juan, qu'ils n'avaient jamais pu dans la maison. Le lendemain matin, il fut informé que les deux amis avaient trouvé des acheteurs pour le tabac et venaient de quitter la Nouvelle-Orléans pour Nashville, par le chemin de fer de Jackson. Il est inutile de dire que M. Costa ne jugea pas à la arrêter des que le convoi arriverait dans cette dernière ville, et alla formuler une plainte au bureau du recorder Gastinel.

Le lundi arrêta ces hommes d'identité de marchandises à l'aide de leurs prétendus.

Les Dames de la Providence.—Les Dames de la Providence à la disposition desquelles M. Soudousquié a si généreusement mis la salle du Théâtre de l'Opéra, ont déjà beaucoup fait pour les soldats qui représentent la Louisiane en Virginie et au Missouri. Elles ont envoyé à nos volontaires deux mille trois cents couvertes, chemises, caleçons, draps, &c, fournis, taillés et cousues par elles-mêmes. Les hôpitaux ont eu en outre reçu d'elles une énorme quantité de charpie et d'articles dont les malades et les blessés ont besoin.

Ce matin, à sept heures, ces Dames font dire une messe à la Cathédrale pour le succès de nos armes et il sera fait une quête pour les volontaires. Le comité qu'elles ont nommé se compose de MM. Elmore, Gardebled, Frost, Bonford, Gouquet, Boutegne, Miltenberger et Wiltz.

Accusations.—Antonio Campo Jr. a été arrêté hier, dans le troisième district, à la demande d'Auguste Conrad qui l'accuse de parjure. En signant un cautionnement pour répondre de la comparution de Louis Descarlos qu'on affirmait acquis d'outrage envers sa belle-sœur, fille de Conrad, Campo déclara qu'il a des propriétés qui valent deux mille piastres. Conrad a été fait.

Paragraphes.—Auguste Conrad et François Reyes, h. c. l., se sont pris de querelle, mardi soir, au Les Postchartrains, à l'extrémité de chemin de fer. Reyes a tiré un coulant et blessé Emile Soisey accidentellement. Il a été arrêté et donné par le lieutenant Mercier.

Un duel à l'épée a eu lieu, hier matin, au City Park, entre Henry Clark et Ernest Bodin. Après quelques passes, les témoins sont intervenus et les combattants ont quitté le terrain sans s'être rencontrés.

Samedi dernier, devant le recorder du Premier District, de s'être servi d'expressions inconvenantes à l'Eglise St-Patrick tandis que Mgr Mary officiait en public.

Martin Ludwig a qui Nelly Gray a volé cent vingt piastres, a demandé hier à M. Recorder de retirer la plainte qu'il a formulée contre elle et Johnny Leonard. Il donne pour raison que s'il la poursuivait devant les tribunaux il serait obligé d'abandonner son commerce sur la fosse et qu'il serait privé, pendant toute la même d'une partie de son argent, car il a beaucoup de plaintes inscrites par les officiers de police sous l'oreiller de Nelly devront être produites devant le jury.—M. Ludwig désire pardonner tout que ou nom ne fi pas plus dans les journaux au sujet d'une affaire aussi humiliante. Rien de difficile à comprendre. Le magistrat a consenti.

On a distribué à la Monnaie de M. Hendrey. Nelly et son Johnny se sont retirés de la Cour plus heureux qu'ils n'y étaient entrés.

MM. F. Sahuc et F. Spitzmuller, lieutenants des "Turcos" sont accusés devant le recorder Gastinel, d'avoir commis un outrage envers le président de Louisiana State Zeitung. D'affreux déclare qu'ils sont restés au bureau armés d'une épée et d'un revolver, qu'ils y ont menacé, menacé une personne et outilé le désordre à la presse, à la paix et la dignité de l'Etat de la Louisiane.

Les inculpés ont été arrêtés et un cautionnement de deux mille piastres en ordonnancé l'interrogatoire.

Mme Michon est accusée, devant le même magistrat, d'avoir insulté Mme Anne Espinosa en différentes occasions.

Incendies.—Hier matin, à une heure et demie, une petite maison située à la jonction de la Promenade Carondelet et de la rue Bienvil et occupée par le gardien du port, a été complètement détruite par un incendie.

Deux heures plus tard, le feu a pris en lieu d'une maison de la rue Annette [No 65] habitée par Louise Hippolyte, h. c. l. Les dommages ont été peu considérables. C'est une trentaine d'immondes de coton qui ont été brûlés sur le plancher de la mansarde de la troisième maison.

Fiduies.—Une belle jeune femme de dix-sept ans s'est présentée dernièrement au bureau de recorder de Dauphine Hubert et a porté plainte d'un individu qui l'a séduite et abandonnée. Elle a déclaré qu'elle était orpheline de père et de mère, qu'elle était venue de la campagne pour travailler à la journée et qu'elle avait été séduite par un jeune homme qui lui avait promis le mariage. Elle a ajouté qu'elle était enceinte de sept mois.

Le recorder a fait venir le jeune homme, qui a déclaré qu'il était prêt à épouser la jeune fille, mais qu'il ne pouvait le faire avant d'avoir reçu de l'argent de sa famille qui l'avait exilé de la maison paternelle.

Le jeune homme, qui a dit se nommer Charles Kruger, comparaîtra aux prochaines assises des Virgines.

—A l'extrémité du parc de Rainey, au joli village de Villeromaine, le dame M..... était ressée veuve, il y a quelques années, avec quatre enfants en bas âge, deux quatre filles. La tâche était bien lourde, mais à force de travail, d'économie et aussi de privations, elle en était venue à bout : la pauvre famille avait grandi, et la mère Marie, Marie, jolie personne de 17 ans, devait se marier avec un ouvrier peintre ; enfin, l'avenir se montrait à la pauvre veuve sous les plus riantes couleurs. Mais il est des gens que l'adversité poursuit toujours.

Il y a quelques mois, l'amoureux de la jeune Marie, obligé de quitter le pays faute d'ouvrage, s'en alla travailler à Memphis ; puis, de désespoir de la pauvre fille ! Elle apprit que les talents et l'esprit ne pardon jamais leur succès. Elle crut, avant, devoir se montrer